

610

Domaine public

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 610 22 octobre 1981
Dix-huitième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 48 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
Jean-Pierre Bossy
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy

Points de vue:
J. Cornuz
Martial Leiter

Le plus grand parti du canton

Dimanche à la Salle du Faubourg à Genève, assemblée générale extraordinaire du parti socialiste. Ordre du jour: examen des résultats du scrutin cantonal et prise de position sur le régime des finances fédérales. Le Parti socialiste genevois: quelque 18 000 électeurs, environ 1000 membres, probablement 200 militants, et ce soir-là pour fixer un mot d'ordre en vue de la prochaine votation fédérale, pas même 100 personnes présentes dans la salle. Et Willy Donzé qui considérait l'assistance pour le moins clairsemée en notant: nous fêtons ce soir la victoire du plus grand parti du canton... C'est aussi ce vide impressionnant que traduit une participation au scrutin (élections au Grand Conseil) en chute libre depuis plus de dix ans (50,7% en 1969, 38,54% en 1981) malgré l'abaissement de

BILAN

M. Alain Borner entre Reagan et Carter

Les campagnes électorales, une période bénie pour les imprimeurs: voyez les partis politiques se livrer à une débauche de tracts et de publicité; voyez, c'est particulièrement manifeste à Genève, les magistrats, en attente de réélection, publier «livre blanc» sur «livre vert», les moins efficaces compensant leur inactivité passée par la multiplication de brochures où leur nom s'étale sur papier glacé.

Dans cette perspective, la personne et l'activité du radical Alain Borner sont particulièrement intéressantes à étudier.

l'âge du droit de vote: il est patent que les partis politiques sont de moins en moins capables de relayer l'intérêt pour la «chose publique». Et aux moments décisifs, en l'absence de la majorité du corps électoral, les minorités les plus actives font la loi (cf. aussi p. 2).

C'est dans cette perspective qu'il s'agit d'apprécier la baisse de participation considérable dans les arrondissements populaires, là où traditionnellement le Parti du Travail trouvait sa meilleure audience: chute de 38% à 30%, malgré les problèmes du logement, ceux de l'emploi (structures économiques fragiles), de la circulation ou de l'environnement. Et dans cette perspective aussi, il y a tout lieu d'être inquiet de l'arrivée d'une nouvelle majorité parlementaire marquée nettement à droite, libéraux-radicaux-vigilants, avec les conséquences qu'on peut prévoir sur la politique sociale et celle du logement, par exemple (jusque-là, mais moins souvent que ne l'affichaient ses slogans électoraux, le parti démocrate-chrétien votait avec la gauche pour une majorité de progrès).

Elu il y a quatre ans au Conseil d'Etat genevois en compagnie du populiste Robert Ducret, M. Alain Borner symbolise le renouveau moderniste d'un parti (radical) durement éprouvé par les scandales de la haute conjoncture: jeune cadre dans une multinationale américaine, il donne l'image d'un député ouvert et d'un président de parti dynamique.

Quatre ans plus tard, cette image apparaît encore occasionnellement, à travers un discours prononcé devant un auditoire patronal ou lorsque les journalistes économiques décernent leur «prix Contact» à M. Borner. Mais mis à part un sens certain des relations publiques — pas une semaine sans que la presse genevoise gonfle le moindre geste du magistrat — M. Borner présente un bilan bien léger: une

SUITE ET FIN AU VERSO

BILAN (suite)

M. Alain Borner entre Reagan et Carter

politique de laisser-faire et d'improvisation (les Genevois se souviennent entre autres de l'affaire de l'ouverture des magasins en fin d'année).

PRIORITÉ AU VOLATILE

Responsable du Département de l'économie publique, M. Borner s'est gardé de toute politique structurelle, de toute action concertée en vue du renouvellement du tissu économique genevois, jetant aux orties le rapport du Conseil d'Etat qui en 1975 avait défini les orientations nécessaires, valables aujourd'hui encore.

En lieu et place d'une telle politique, on a vu défiler une série de gadgets et de Messieurs Quelque chose: un organigramme de plus au lieu d'un soutien concret aux entreprises innovatrices et rentables en panne de capitaux.

La métallurgie genevoise a perdu ces dernières années deux mille emplois et l'une des dernières grandes entreprises dynamiques, les Ateliers des Charmilles, vient d'introduire le chômage partiel. Cela ne préoccupe pas outre mesure le responsable de l'économie genevoise qui n'a d'yeux que pour le secteur tertiaire international, aujourd'hui plus prospère que jamais: c'est au marché, proclame en substance cet homme politique, à attribuer aux différents secteurs de l'économie la place qui leur revient. On souhaite aux Genevois que ne se précise pas chez eux la récession annoncée par d'aucuns et dont la première conséquence serait, pour la Ville de Calvin en première ligne, le dégonflement d'un secteur international totalement volatile, et dont l'industrie genevoise essoufflée (la grosse industrie en tout cas) devrait prendre le relais en catastrophe.

Finalement une seule constante dans l'activité de ce

magistrat: le développement à outrance du trafic aérien qui paraît plus devoir au jardin secret d'Alain Borner — aviateur et fils de pionnier de l'aviation — qu'à une conception raisonnée du rôle de l'avion dans la politique des transports ou de l'impact d'un aéroport sur l'économie.

Passionné du détail, méfiant et autoritaire, M. Borner a plongé l'ensemble de son département dans un malaise sourd, s'entourant au fil de mutations nombreuses de collaborateurs qui ne paraissent guère dotés que par chance d'autres qualités que l'effacement devant leur chef. Dans l'exercice de sa fonction, il ne s'est gagné ni l'estime ni même souvent le respect de bon nombre de ses interlocuteurs du secteur privé ou du monde politique. Et quand

PUBLICITÉ

Etrange attitude de la presse genevoise

La campagne électorale genevoise, plutôt morne, a vu cependant se développer un nouveau mode d'appel aux électeurs: en un premier temps, des petites annonces anonymes recherchent des «socialistes» pour le changement, c'est-à-dire opposés à la présentation des deux candidats désignés pour la prochaine élection au Conseil d'Etat, André Chavanne et Christian Grobet.

Les socialistes ne peuvent, sur le coup, que faire le poing dans leur poche, craignant de découvrir derrière ces textes la vengeance d'un candidat écarté.

La dernière semaine avant le vote, de grands placards publicitaires poursuivent sur ce thème, demandant de biffer Chavanne et Grobet au nom «des amis de la rose au poing». Comme le veut l'usage, l'appel est cette fois signé: Françoise Borloz.

les effets de son absence de politique de la formation professionnelle sont critiqués par les associations d'enseignants et les syndicats, c'est par une plainte pénale qu'il réplique...

Pour un conseiller d'Etat, la compétence et l'efficacité sont au moins aussi importantes que l'orientation politique. Fasciné par les Etats-Unis, M. Borner parvient à combiner le simplisme réactionnaire d'un Reagan et le cafouillage velléitaire d'un Carter. Faiblesse de notre information: grâce à ses entrées dans le monde des médias, M. Borner continue à passer pour un magistrat dynamique. Le bon exercice démocratique exige pourtant que, toute couleur partisane mise à part, le citoyen soit éclairé sur la compétence des magistrats qui le gouvernent.

Françoise Borloz? Nom inconnu dans les annuaires à disposition... Et pour cause: l'intéressée a utilisé son nom de jeune fille.

L'astuce aurait dû permettre de camoufler sa trace et empêcher de découvrir deux choses: la «signataire» n'a, aujourd'hui comme hier, aucun lien avec des socialistes, soucieux de «changements» ou non; en revanche, elle a les liens les plus étroits — y compris celui du domicile — avec M. Jean-Daniel Vermeil, membre du comité pour l'élection d'Aloys Werner au Conseil d'Etat (candidat «hors parti» opposé au socialiste Christian Grobet), ancien trésorier du parti libéral et secrétaire général du Groupement des banquiers privés genevois.

La moralité du groupement en question n'est pas notre affaire. On s'étonnera cependant que la «Tribune de Genève», «La Suisse» et Publicitas aient toléré cette manœuvre: annonce anonyme pour des textes électoraux de ce calibre, puis acceptation d'une signature ne correspondant pas aux exigences légales.

Course au développement: les armes des cantons

Le canton de Berne a été le premier canton à se doter d'une loi pour favoriser son développement économique. C'était il y a dix ans. Utilise-t-il ces dispositions pour attirer sur son sol des entreprises jusque-là implantées en Suisse orientale? Certains conseillers d'Etat de cette région le prétendent et le «Tages Anzeiger» rappelle, à ce sujet, la décision de la Conférence des directeurs cantonaux de l'économie publique de 1980 prévoyant l'introduction d'une sorte de code de bonne conduite, voire d'un concordat intercantonal en la matière.

Il est évident que tous les cantons ne disposent pas des mêmes moyens pour lutter contre la tendance au sous-développement économique. Le numéro déjà cité du «Tages Anzeiger» (8.10) dresse un tableau cernant les quatorze «instruments» aptes à favoriser le développement économique. Une liste fondée sur des données fournies par un institut de l'Université de Saint-Gall. Ces mesures sont classées en cinq catégories:

- politique de la main-d'œuvre (aide à la formation et aide au recyclage);
- politique foncière (mise à disposition de terrain par le canton, contributions versées aux communes pour équiper une zone industrielle, mise à disposition de terrain industriel à des conditions favorables);
- politique d'encouragement des investissements (prêts du canton, contributions pour abaisser les charges des intérêts, cautions, contributions à fonds perdus, participation au capital);
- mesures fiscales (allègements des charges fiscales, exonération, réduction des émoluments et des tarifs);

— encouragement de la recherche et du développement.

Vingt-cinq cantons ont été passés au crible (le Jura n'est pas encore pris en considération). A l'examen, la plus courue des mesures en question est l'allègement des charges fiscales (pratiquée dans vingt cantons) et la moins répandue l'octroi de subventions à fonds perdus (quatre cantons). A cela s'ajoute que les cantons pratiquent plus ou moins intensivement leur politique d'intervention.

FRIBOURG EN TÊTE DES ROMANDS

Tout au bas de l'échelle helvétique, deux cantons (Bâle-Ville et Zoug) n'ont encore rien prévu, Nidwald et Zurich n'ont introduit qu'une mesure, Uri et Schwyz, deux et Obwald, trois...

Les cinq cantons romands ont prévu un total de 32 mesures. Par ordre d'intervention croissant: Vaud et Genève (cinq mesures) «ex aequo» au onzième rang helvétique avec quatre cantons alémaniques;

OMNISCIENCE

Le Conseil fédéral au pied du mur

Du pain sur la planche pour le Conseil fédéral! Parmi d'autres interpellations, cette dernière session d'automne 1981, celle-ci, contresignée très sérieusement par trente parlementaires pressés d'y voir un peu clair. Nous citons «in extenso»: «Alors que l'humanité a connu pendant la plus grande partie de son histoire des conditions de vie relativement stables, la croissance est devenue la norme depuis deux siècles. Pourtant, les ressources naturelles et la capacité de régénération de la terre, qui ont jusqu'ici permis cette croissance, sont limitées. Il est donc indispensable de stabiliser la population et l'économie mondiales afin d'assurer un

puis Valais et Neuchâtel (sept mesures), huitième rang helvétique et enfin Fribourg (huit mesures), quatrième rang helvétique en compagnie de trois cantons alémaniques.

Les cantons les mieux dotés en moyens d'intervention sont le Tessin (dix mesures), Soleure (onze mesures) et Berne (treize mesures, à un point de la palette complète: il manque juste l'octroi de subventions à fonds perdus).

Quels seront les vainqueurs et les vaincus de cette course au développement? Il est prématuré de le dire, mais la lutte est d'ores et déjà ouverte dans les foires spécialisées en Suisse et à l'étranger ainsi que par l'organisation de visites, la mise sur pied de contacts multiples, officiels et officieux.

Inutile de dire qu'on est ici bien loin de certains mots d'ordre popularisés par la droite patronale et qu'ici le slogan «moins d'Etat» n'a pas cours.

niveau de vie satisfaisant à longue échéance. Nous prions le Conseil fédéral d'exposer dans un rapport détaillé quel est son avis sur cette question et comment il entend contribuer à la réalisation de cet objectif dont l'importance est décisive pour l'humanité.» Une affaire à suivre!

Et lorsque le Conseil fédéral en aura fini avec ce rapport sur «l'économie mondiale» — mais seulement à ce moment-là, on se recommande — qu'il réponde à cette autre interpellation, non moins cardinale, signée malheureusement par huit députés seulement, datée du 21 septembre: «Le Conseil fédéral est invité à ordonner des mesures propres à endiguer la nouvelle vague de dépérissement des ormes. Ces mesures seront prises sur le plan national, voire en collaboration avec d'autres pays.»

Les croisés d'Interlaken

Dans les rédactions, les journalistes se disputent traditionnellement la délégation aux congrès du Parti socialiste suisse, toujours animés, difficilement contrôlables — des happenings peu conformes à l'ordre helvétique. Cette année, le risque de désordre était particulièrement élevé, rehaussé par d'innombrables articles parus ces derniers mois dans la «presse bourgeoise» (pléonasme). D'Aubert à Ziegler, en passant par Hubacher, Masnata et Morel, le parti socialiste compte une impressionnante réserve d'hommes susceptibles de fournir la matière de papiers plus ou moins mal intentionnés.

* * *

Veille de congrès, veillée aussi. Le Comité directeur du PSS dans un grand hôtel climatisé d'Interlaken, le Groupe d'Yverdon à Wilderswil, à quelques kilomètres de là. Mise au point de l'ordre du jour de part et d'autre. Le CD paufine l'horaire et le scénario, le GY discute le déroulement général du congrès qu'il compte jalonner de propositions et autres motions d'ordre, — pas seulement pour réjouir la presse à l'affût de décisions-surprises et de mouvements divers. La forme est ainsi réglée. Le fond, ce sera pour samedi et dimanche.

* * *

Samedi, premier affrontement à propos de l'ordre du jour, précisément. L'obstacle est enjambé avec élégance et désinvolture par le président Hubacher, plus président et prédisant que jamais. Ouf: le secrétariat peut distribuer l'horaire prévu avec la liste des «points fixes».

Un rendez-vous que personne ne voulait manquer: samedi, 14 h. 30, Willy Ritschard. Il décerne sans sourire les mauvais points à tous ceux qui tirent le parti socialiste à droite et à gauche. C'est à peine si quelques têtes rentrent dans les épaules. Mais

Ritschard semble avoir trop bien pesé ses termes: on attend en vain les bonnes formules qu'il sait trouver d'habitude. Deux phrases font mouche cependant: «Certes, nous avançons à petits pas, mais faisons attention qu'ils n'aillent pas dans la fausse direction!» Et en conclusion, ce retour sur terre: «Nous ne tenons pas un colloque de futurologie, nous sommes un parti politique.»

* * *

Appel sonnante un peu hérétique dans un congrès qui ajoutait au rituel d'usage un contenu quasiment religieux. L'autogestion, finalité et démarche d'ailleurs imprécisément définies, est à ce niveau affaire de foi. Quelques-uns y croient, d'autres la renient, beaucoup restent sur le seuil de l'Eglise, rares sont ceux qui donnent une adhésion rationnelle à ce qui semble devenu un dogme.

Du coup, le congrès d'Interlaken fut celui des grands prêtres: Hubacher, constamment souverain; Ritschard, complètement réhabilité; le Fri-bourgeois Félicien Morel, obstinément drapé dans les principes du socialisme démocratique; Andy Gross, tribun pourtant moins doué que d'autres; François Masnata, prêcheur-vedette, très superstar. Les deux derniers sont relayés par une foule de prédicateurs venus de Zürich et de Genève; les premiers souvent trop enflammés, les seconds toujours péremptoirs. Chez tous, un feu qui a secrètement réchauffé de vieux militants épuisés par quinze ou vingt congrès, et qui a fait s'élancer à la tribune un Arthur Villard toujours fasciné par la jeunesse et les limites du possible.

* * *

Les limites du supportable en matière de débats en milieu fermé, beaucoup de congressistes les ont dépassées samedi soir, après huit heures de séance, dont cinq en plénum. Comme d'habitude, les plus résistants ont «fait» les décisions dans plusieurs groupes de travail dont les propositions ont surpris nombre de délégués du dimanche. N'empêche que les thèses du Comité directeur ont failli subir des amendements fondamentaux. Il s'en est fallu de

quelques dizaines de voix, d'une seule dans un cas. Curieux de voir ceux qui parlent sans cesse de démocratie faire preuve d'un irrespect caractérisé à l'égard de la majorité, aussi nette soit elle, quand elle tourne à leur désavantage. Mauvais présage pour la vie future du parti.

Le PSS va-t-il digérer les apports qu'il a lui-même recherché du côté des jeunes, des femmes, des écologistes, des alternatifs mêmes? Manifestement, nombre de ces nouveaux venus poursuivent à l'intérieur du parti le combat qui les anime, sans vouloir (pouvoir?) comprendre qu'une formation politique telle que le PSS doit intervenir sur la base d'autres synthèses. Venu de Berlin-Ouest, Johanno Strasser a tenté de le faire comprendre, mais son message, trop long, semble n'avoir pas vraiment passé (phénomène de rejet suisse alémanique à l'égard de l'accent nordique non exclu).

* * *

En matière d'intérêts particuliers, la résolution sur le tunnel autoroutier du Rawyl constitue un cas extrême. Après avoir décrit les charmes de la décentralisation et l'importance de la périphérie, le conseiller national Richard Bäumlin, résident d'Oberwil dans le Simmenthal, a entraîné le congrès suisse dans une décision qui allait à contre-sens, et qui n'était en outre pas de son ressort. Le Comité directeur et la Valaisanne Françoise Vannay ont, en vain, voulu le faire remarquer à une assemblée fascinée par la priorité aux transports publics et les options centralisées. Bizarre.

UN GRAND MOMENT

Un syndicaliste à la tribune

Après un Otto-F. Walter, tout occupé à démontrer la «faisabilité» de l'autogestion, Beat Kappeler, le plus fin et le plus nuancé des syndicalistes, monte à la tribune. Pour prendre le climat d'Interlaken,

quelques extraits résumés (et traduits) de son exposé. Un grand moment.

B.K. rappelle d'abord que le socialisme implique la rupture avec le système capitaliste. Ce dernier cependant a changé depuis les débuts du socialisme: nous n'en sommes plus aux richards en pantalons rayés et hauts-de-forme qui s'approprient les moyens de production sur le dos des travailleurs. Le capitalisme c'est aussi, au-delà de la détention du capital, une manière d'appréhender la réalité, un type de relation aux autres et à la nature.

Le projet de programme rompt avec le capitalisme première manière. L'autogestion, c'est-à-dire la démocratisation du pouvoir comme l'a défini Ritschard sur la couverture du fameux livre blanc et rouge, est une réponse à la dictature qui commande dans l'entreprise, dans l'Etat, dans la vie culturelle. En revanche, le projet de programme ne répond pas aussi bien au capitalisme vécu.

LA RUPTURE VÉRITABLE

«C'est qu'il s'agit de rompre avec trois cents ans d'histoire industrielle. Pour cela, l'introduction de nouvelles formes d'activités autogérées ne suffit pas. Pour cela, il nous faut en savoir davantage sur le sens futur de notre travail. Comment échapperons-nous aux contraintes de la rationalisation, des techniques nouvelles, de l'accumulation d'un capital toujours plus abondant sous forme de machines, de béton et de nuisances? Que ferons-nous de l'économie extérieure, avec son cortège de diktats des parités et des intérêts, avec sa concurrence implacable?» Mais il y a encore un problème plus important à résoudre, l'impératif du travail, de la production même: comment échapperons-nous à l'extension des principes de l'échange et de la division du travail à des secteurs de plus en plus étendus de notre vie?

» Notre programme doit encourager les technologies nouvelles chaque fois qu'elles nous libèrent,

mais sans oublier de protéger les individus contre le sentiment d'insécurité provoqué par cette libération même.

UN CONTENU AU CHANGEMENT

» Nous devons limiter notre consommation de matières premières et de mètres carrés, et rompre avec le développement continu de nouvelles prestations de services qui introduisent une relation de dépendance entre le spécialiste et le client. Pour cela, il nous faut davantage de loisirs, moins de temps de travail.

» Nous devons adopter une politique de l'espace habité, une politique des transports, une politique de l'énergie qui assurent la couverture de besoins fondamentaux, qui préviennent le gaspillage, qui renforcent l'autodétermination du quartier ou de l'individu à l'égard des «centrales».

» Nous devons éviter que la moitié bientôt de notre revenu national provienne de nos relations extérieures, avec tous les rapports d'interdépendance que cela implique; il nous faut dans cette perspective encourager l'économie intérieure, c'est-à-dire les régions, les petites entreprises, la production autonome d'énergie.

L'AUTOGESTION, POUR QUOI

» Dans tous ces domaines, l'autogestion comme principe formel doit s'affirmer comme fil conducteur. Il nous reste cependant à expliquer pour quoi. Et c'est cela que nous devons encore insérer dans notre futur programme. L'autogestion n'élimine pas l'égoïsme de groupe. La planification démocratique, introduite dans le projet de programme, ne signifie concrètement rien d'autre que la reconnaissance de la priorité des politiques (du sol, des transports, etc.) sur les intérêts des communautés particulières, fussent-elles autogérées. Car ce qui choque les électeurs du PSS dans la chimie bâloise, ce sont bien davantage les nuisances que les pro-

fits! Il n'en irait pas autrement pour les entreprises autogérées.

» Mais il y a un autre piège que le programme doit veiller à éviter, celui de l'*économisme*. L'économie n'est pas tout, car si justement le capitalisme est une mauvaise manière d'organiser les rapports humains, il imprègne l'ensemble de la vie sociale. Il prétend que les valeurs matérielles sont plus importantes que toute autre, et prend la mesure de l'homme en termes économiques. Aussi bien, le programme ne doit pas apparaître comme un manuel d'économie d'entreprise. Il doit indiquer la voie vers un dépassement du système de l'échange.

FACE AUX SPÉCIALISTES

» C'est seulement grâce à une libération du travail que nous pouvons nous engager dans la maîtrise des problèmes du quartier et du logement, dans l'éducation des enfants, dans les activités de loisirs, dans la réflexion, dans la recherche et la découverte de soi. Tout cela, aujourd'hui, nous devons nous le procurer auprès de spécialistes, directement ou par l'intermédiaire de l'Etat; nous voilà les clients de professionnels: urbanistes, conseillers, pédagogues, psychologues, assistants sociaux. Une société autogérée, libérée de la volonté de produire toujours davantage et de travailler sans relâche, s'écarte aussi de cette organisation générale par des spécialistes.

» Le programme doit donner dans cette perspective une réponse au problème de l'Etat-providence: dans quelle mesure tolérerons-nous la centralisation des relations sociales, accepter l'aide à vivre donnée par des professionnels? En d'autres termes, combien voulons-nous nous réserver d'espace non quadrillé et non définissable, et comment nous octroyer des moments de liberté dans notre budget temps?»

Ce sont là, ajoute en substance Kappeler, des pro-

SUITE ET FIN AU VERSO

Un syndicaliste à la tribune

blèmes qui recèlent beaucoup plus de matière explosive que le principe formel de l'autogestion. Le programme doit donner des réponses concrètes à ces questions pour que les quelque 50 000 membres du PS et son demi-million d'électeurs sachent à quoi s'en tenir, et sans que soit remplacée par la peur du futur autogestionnaire la crainte que leur inspire le système en vigueur: «Seuls des hommes confiants, libérés de toute angoisse vis-à-vis du présent comme de l'avenir, pourront accepter et vouloir une Suisse nouvelle.»

Après avoir rappelé les valeurs traditionnelles du

socialisme, B.K. conclut en rappelant les rapports de force dans la société actuelle dominée par «des classes moyennes composées de fonctionnaires, de mandataires commerciaux, d'intendants, de potentats locaux et de prestataires de services de toutes sortes. C'est à eux que nous devons montrer leur place dans la nouvelle société, afin de les gagner à l'idée d'un changement. Ils doivent comprendre que, dépourvus de tout moyen de production propre, sans avoir leur propre logement, ils sont en fait davantage prolétaires que les paysans indépendants ou les forgerons du village — sans que leurs vacances passées au-delà des mers y changent rien».

Et de tirer une leçon de tout cela: «Ne nous imaginons surtout pas que le pouvoir en Suisse puisse être gagné ou perdu à l'échelon central! Le pro-

gramme doit parler aux socialistes de tout notre Etat fédéraliste, qui ont déjà chacun une parcelle de pouvoir. Nous sommes déjà un peu au pouvoir. Nous disposons déjà aujourd'hui de réseaux d'influence. Nous commettrions une erreur si nous croyions pouvoir plus tard, d'un coup, instaurer un système tout neuf. Si l'autogestion est un processus, il appartient au programme de préciser le contenu de chacune des étapes. Nous devons déterminer clairement les points de rupture et les réseaux. C'est justement ce travail qu'il reste à faire.»

* * *

A Interlaken, B.K. a été élu en tête des vingt membres désignés par le Congrès pour faire partie de la commission chargée d'élaborer le nouveau programme, et de préciser le contenu des politiques du socialisme autogestionnaire. Prometteur.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

148 numéros de «Contacts»

Au début de l'été, j'ai reçu le 148^e et dernier numéro de la revue *Contacts*, lancée en octobre 1954...

Non sans quelque fierté, mais surtout non sans quelque mélancolie, je feuillette ces 1232 pages, que Jean-Louis Rebetez d'abord, puis Michel Buenzod, assisté entre autres, naguère d'Olivier Pavillon, plus récemment d'Anne-Catherine Menétrey, ont rédigées pendant plus d'un quart de siècle, et dont j'en ai écrit une ou deux.

Initiative Chevallier pour la réduction des armements militaires (Dieu merci, les Russes intervinrent à temps en Hongrie pour que l'initiative soit retirée!); première initiative anti-atomique; deuxième initiative socialiste pour que toute acquisition d'armes atomiques soit soumise au vote populaire; union des gauches; Vietnam; Grèce des colonels; apartheid; Tchécoslovaquie 1968; syndi-

calisme; affaire Bührle; initiative Schwarzenbach; droit de vote des femmes; réforme scolaire; décriminalisation de l'avortement; prisons...:

de tout cela, que reste-t-il?

Sans doute, «nous» avons eu parfois la majorité de notre côté — et plus souvent, battus sur le plan fédéral, nous l'emportions dans les cantons romands, et parfois au Tessin, et parfois à Bâle-Ville.

Ce n'est pas là, toutefois, ce qui me paraît le plus intéressant. Souvent battus (armes atomiques, décriminalisation de l'avortement), nous sommes peut-être parvenus quand même à attirer l'attention, à freiner un mouvement qui nous paraissait néfaste, à l'emporter *dans les faits*.

C'est ainsi que jusqu'à aujourd'hui, le Département militaire fédéral a renoncé à acquérir des armes nucléaires.

Bien sûr, «ils» proclamaient bien haut qu'ils n'en avaient nullement l'intention et qu'ils voulaient seulement garder les mains libres. Sachant que la chair est faible, quand bien même l'esprit n'est pas toujours très prompt, nous avons cru devoir à la

charité chrétienne de les aider dans leurs bonnes résolutions... Rendons à nos adversaires cette justice: jusqu'aujourd'hui, ils ont consenti à réfréner leur envie...

De même, peut-être, en ce qui concerne la décriminalisation de l'avortement: si nous ne sommes pas arrivés à grand-chose sur le plan légal, il se peut que dans la pratique de tous les jours, la situation ait tout de même évolué. Je me revois dévalant le Calvaire aux côtés de mon ami M^e Minet, avocat et joueur d'échecs — qui allait défendre l'une des *cent* et quelques accusées d'un procès en avortement! C'était dans les années quarante. Du moins dans le canton de Vaud si beau, de tels procès ont disparu.

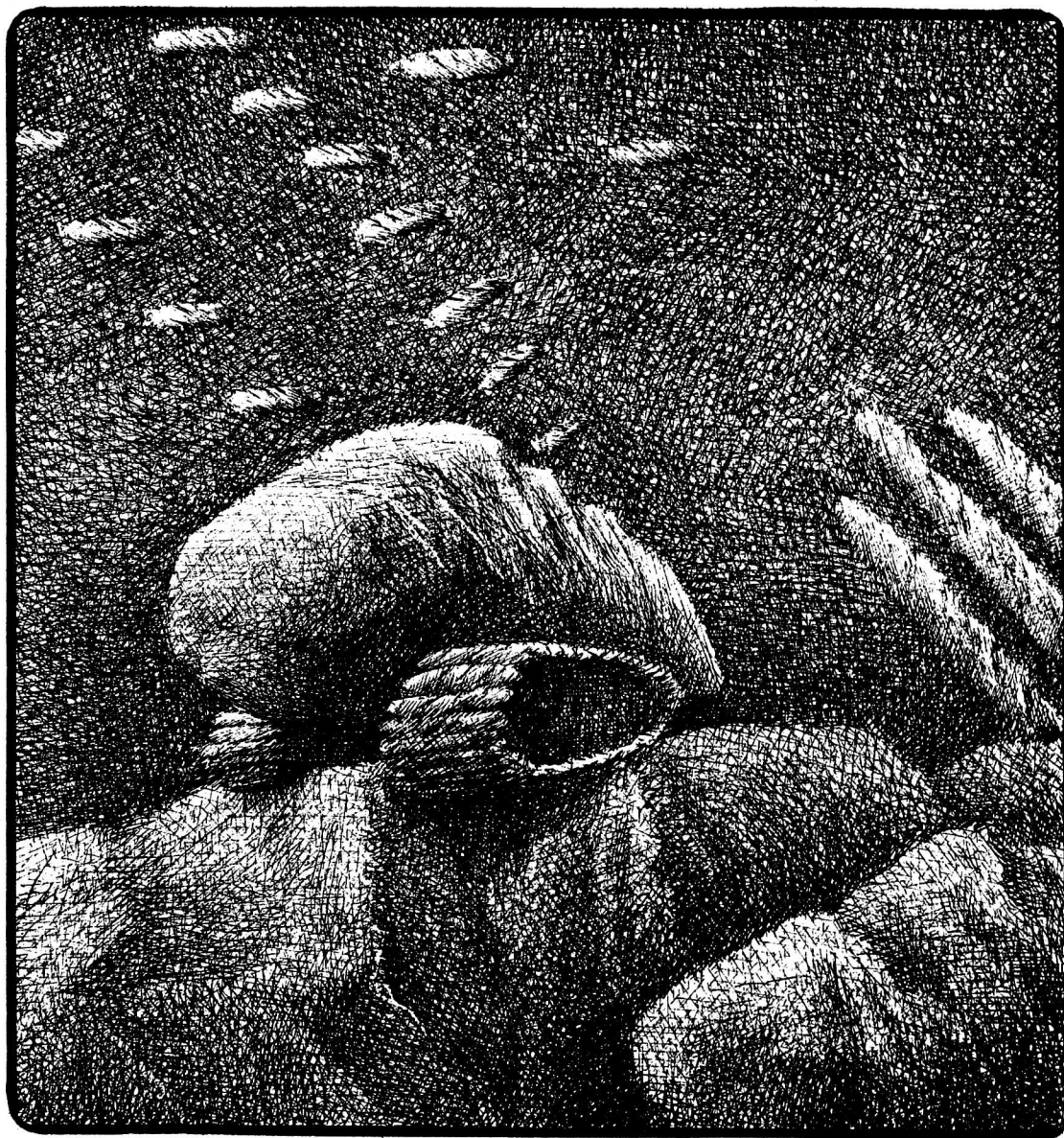
Il n'en va malheureusement pas de même en ce qui concerne l'exportation des armes: malgré l'opposition d'une très forte minorité, ces exportations se sont poursuivies. Il semble même qu'elles se soient accrues.

Il n'en va pas de même dans le cas du service civil et de l'objection de conscience: les tribunaux militaires continuent à condamner comme par le passé

— on a parfois l'impression: plus que par le passé. Mais n'est-ce pas parce que la minorité, aujourd'hui, ne représente plus que le 10 ou le 15% des citoyens? Alors que la majorité, il est vrai, ne représente plus de son côté que le 15 ou le 20% de ce même corps électoral, mais comme «qui ne dit mot, consent»... Il faut y réfléchir!

J. C.

LE POINT DE VUE DE MARTIAL LEITER



Le monde mené à la baguette (du pain et des (l)armes)

Glanures helvétiques

Combien de lecteurs de la page des avis mortuaires du «Tages Anzeiger» du surlendemain de l'assassinat du président Sadate ont-ils compris que l'annonce, rédigée en arabe, et publiée par le Consulat général de la République Arabe Egyptienne de Zurich, était un appel aux jeunes Egyptiens à l'étranger pour qu'ils régularisent leurs obligations militaires auprès des ambassades de Paris, de Bonn ou de Vienne?

Il y avait des Suisses au grand rassemblement des pacifistes de Bonn, le 10 octobre. Les secrétariats du Parti du Travail de Bâle, de Zurich et de Berne vendaient pour 48 francs le billet valable dans le train spécial qui quittait la gare badoise de Bâle à 03 h. 30 (retour à 23 h. 27). Ces Suisses se sont joints aux manifestants allemands des régions du Haut-Rhin.

La «Libera Stampa», seul quotidien socialiste des minorités linguistiques en Suisse, a publié un tableau de la répartition géographique de ses abonnés. En 1979 le 89,90% des abonnés habitaient le Tessin, le 9,43% le reste de la Suisse et le 0,67% l'étranger. En 1935, à l'époque où «Libera Stampa» était le seul quotidien socialiste au monde, plus de 30% des abonnés n'étaient pas domiciliés au Tessin.

Pacifisme unilatéral

Vague de manifestations «pacifistes» en Europe de l'Ouest, et plus particulièrement en Allemagne fédérale. En apparence au moins, une remise en question fondamentale de la politique des gouvernements concernés, violemment interpellés en particulier sur leur option nucléaire dans le domaine militaire. Nous entrons en matière dans le précédent numéro de DP. Aujourd'hui, une deuxième contribution (Réd.)

Chaque progrès technologique de l'armement suscite périodiquement des mouvements de protestation; chaque fois, le seuil de l'inacceptable est décrété atteint.

Depuis la mise au point opérationnelle de la bombe A ou H, l'absolu de la destruction a pourtant été réellement approché. La grande mutation a eu lieu. Aussi la prise de conscience émotionnelle ne porte plus sur la découverte d'une arme fondamentalement nouvelle, mais sur les nouveaux vecteurs ou transporteurs, sur les formes de miniaturisation, sur tout ce qui rend plus proche, plus tactique l'usage de l'horreur.

Le renouveau du pacifisme européen peut être discuté, bien sûr, en termes de philosophie de la vie. En termes stratégiques aussi: quel rôle, ce pion sur l'échiquier mondial? etc.

Dans ce débat, ouvert par DP (n° 609), nous insisterons sur un point: le caractère unilatéral du pacifisme européen.

En disant unilatéral, nous ne nous préoccupons pas ici de savoir à qui profite la bombe à neutrons, nous ne mettons pas en balance des radiations et

des blindages de tanks; peu nous importe qu'une nouvelle arme donne une avance, d'ailleurs très momentanée, à un camp plutôt qu'à l'autre.

De toute façon, il ne peut y avoir de désarmement unilatéral, tant que la donnée essentielle demeure l'équilibre entre les deux grands; la gauche européenne n'a pas renoncé, voyez l'attitude significative de Mitterrand, à l'atlantisme.

Les résolutions, les pétitions, telle celle du Parti socialiste suisse, votée à Interlaken, prennent d'ailleurs soin de mettre en question les deux puissances mondiales. On les invite à désarmer simultanément. Ce qui n'est pas sans hypocrisie: le fait qu'on cite aussi bien l'URSS que les USA met à l'aise les âmes délicates; l'équilibre est respecté alors que pétitions et résolutions sont considérées par d'autres comme un engagement, non pas balancé, mais marqué.

Le caractère unilatéral qui me choque, c'est autre chose: l'abandon, dans toutes ces résolutions, d'une référence à la liberté d'expression, c'est-à-dire au droit d'exposer ces thèses partout, sans entrave.

Le pacifisme, coupé de cette revendication essentielle, est, à l'égard de tous ceux qui dans les régimes totalitaires, attendent un appui de l'Occident, une terrible omission.

Le caractère unilatéral des pétitions, style Parti socialiste, ne tient pas au fait qu'une telle arme nouvelle puisse être utile à l'un des grands plutôt qu'à l'autre, il est lié à la reconnaissance implicite de l'absence de libertés d'opinion — y compris d'opinion sur le désarmement — dans les pays totalitaires. En fait, tout en se voulant manifestation des peuples, victimes en première ligne de toute catastrophe nucléaire, les pétitions renvoient à la raison d'Etat, les responsables de chaque camp étant priés de réduire les risques à dose planétaire mortelle.

Un pacifisme, sans revendication libertaire simul-

tanément exprimée, n'est qu'un cierge allumé à la gloire des puissants.

Bien sûr, on dira qu'il faut être réaliste et courir d'abord au plus pressé: quand la maison brûle, on ne demande pas aux sauveteurs de faire passer un examen préalable aux victimes, avec production d'un certificat de bonnes mœurs.

En fait, les pétitions, surtout celles venant de la Suisse neutre, ont un caractère d'utopie. Quelle que soit la générosité des élans, on ne sauve personne; la pétition demeure une revendication utopique, ce terme n'étant pas pris ici dans un sens péjoratif.

On ne comprend pas alors pourquoi à ce niveau-là, celui de l'utopie, toute revendication pacifiste occidentale n'est pas liée à l'exigence d'une liberté d'expression et de manifestation pour les citoyens de tout pays. A défaut, c'est du pacifisme unilatéral.

A. G.

DOMAINE PUBLIC

Pas de tromperie sur la marchandise

Envois à l'essai de DP: rappel de la méthode que nous vous proposons.

Vos suggestions sont prises en considération pour l'expédition de «Domaine Public» qui suit leur enregistrement à l'administration du journal.

Les envois «à l'essai»: quatre numéros de notre hebdomadaire, et, la dernière semaine, une proposition d'abonnement (nous ne nous autorisons de votre nom que si vous mentionnez expressément votre accord).

Quatre numéros, c'est peu pour prouver la valeur d'une formule; il reste qu'en moins d'un mois de parution, nous pensons que DP donne régulièrement une image assez fidèle de son contenu. Pas de tromperie sur la marchandise!